

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

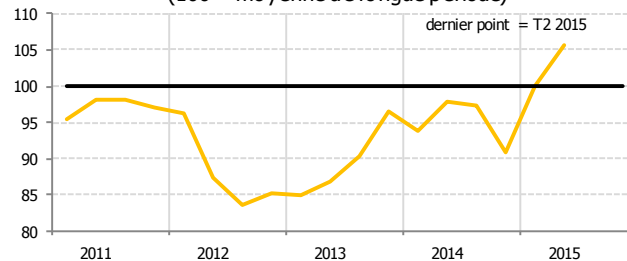
Poursuite de l'amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche une nouvelle amélioration (+5,9 points). Il s'établit désormais à 105,8 points passant ainsi, pour la première fois depuis 2008, au dessus de sa moyenne de longue période. Si les délais de paiement passés limitent une progression plus marquée, l'opinion générale des chefs d'entreprise sur le deuxième trimestre est positive et l'ICA est porté par une amélioration de l'activité.

Ainsi les effectifs, les charges d'exploitation et les prix sont favorablement orientés, et la trésorerie bénéficie d'une amélioration significative.

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise pour les douze prochains mois affichent toujours un niveau supérieur à la moyenne de longue période, malgré une légère baisse par rapport au trimestre passé.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour le troisième trimestre 2015, les prévisions indiquent un courant d'affaires toujours favorable. Les professionnels font preuve d'optimisme et l'amélioration de l'ensemble des soldes d'opinion (activité, charges, effectifs, trésorerie et les délais de paiement) devrait se poursuivre ; enfin, les prix de vente pourraient se stabiliser.

CARAÏBE : DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE PLUS MODÉRÉES MAIS TOUJOURS FAVORABLES

Selon le rapport de la Commission Économique des Nations unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance caraïbienne a atteint 1,3 % en 2013 et 2,3 % en 2014, portée par les effets combinés d'une inflation contenue et d'une forte activité touristique. En 2015, elle devrait atteindre 2,1 % en raison de la contraction des exportations de marchandises et de la baisse de l'activité touristique.

À la **Barbade**, le chômage atteint 11,8 % au 1^{er} trimestre 2015. Après cinq mois consécutifs de désinflation, le taux d'inflation poursuit sa baisse à 1,2 % en mai 2015, en raison de la dégradation des prix de l'énergie. Les données du CTO (Caribbean Tourism Organisation) affichent une augmentation des arrivées de touristes de séjour (+15,3 % à fin mars 2015), portée par la croissance de tous les marchés source, particulièrement le Canada et les USA. En revanche, les arrivées de croisiéristes déclinent de 6,1 % sur la même période. À l'issue du 2^e trimestre, la dette publique s'est accrue rétrospectivement de 1,0 % sur un an, ce qui représente 5,5 % du PIB.

En République Dominicaine, la Banque centrale a maintenu son taux directeur et semble le stabiliser à 5,0 %, alors que l'inflation se situe toujours au-dessous de la valeur cible (4,0 %). En juin 2015, la Banque centrale a évalué la croissance à 6,4 %. S'agissant du tourisme, les statistiques du CTO indiquent une augmentation des arrivées de touristes de séjour (+6,8 % à fin mai 2015). Le secteur de la croisière affiche quant à lui une baisse de 7,8% à fin avril.

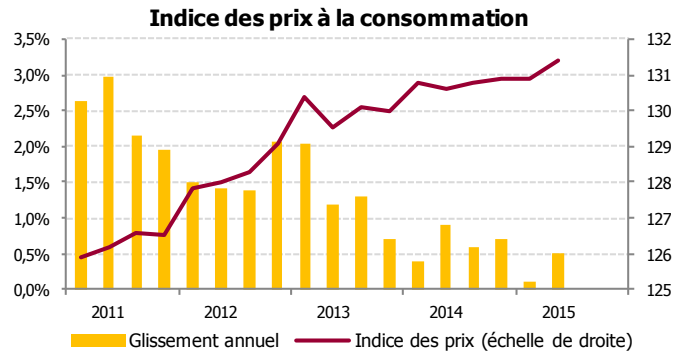
À la **Jamaïque**, la Banque centrale indique disposer d'une augmentation des réserves lui permettant de couvrir 20 semaines d'importations. Par ailleurs, malgré la dévaluation du dollar jamaïcain (-4,37 % sur un an à fin juin), l'inflation s'affiche en hausse (+4,4 % à fin juin). Dans le secteur du tourisme, l'activité est en croissance notamment en ce qui concerne les arrivées de touristes de séjour (+4,2 % à fin mai sur un an).

Sources : CEPALC, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République Dominicaine, Banque centrale de Jamaïque, CTO

Hausse des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse au deuxième trimestre (+0,3 %), en partie sous l'effet d'un réajustement du prix de l'énergie (+5,0 %) dont l'indice était particulièrement bas au premier trimestre. Cette progression tient également, dans une moindre mesure, au renchérissement de l'alimentation (+0,8 %) qui vient compenser la baisse des prix des produits manufacturés et des services (-0,3 % pour ces deux secteurs).

Sur un an, l'inflation est plutôt stable (+0,5 %). On constate une augmentation des prix de l'alimentation (+2,1 %), et des services (+1,3 %). Dans l'ensemble, les prix de l'énergie et des produits manufacturés affichent un léger recul (respectivement de 1,0 % et de 1,1 %).

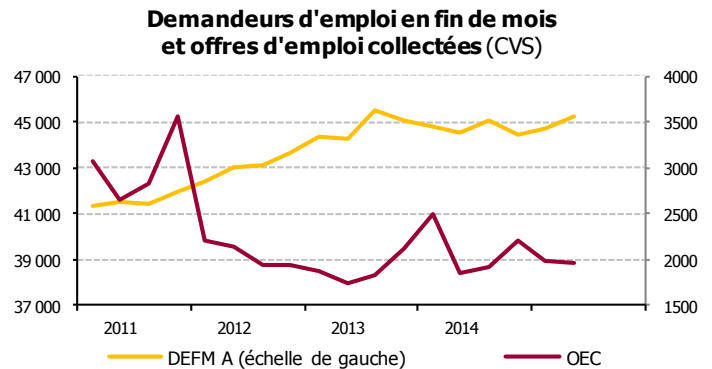


Source : INSEE

Dégradation du marché du travail

A fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) a augmenté, passant à 45 228 (soit une hausse de +1,1 %, CVS). Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est également en augmentation (+2,7 %, CVS). Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi s'inscrivent en repli (-1,0 %, CVS).

Sur un an, bien que l'on constate une progression des offres d'emploi (+6,2 %, CVS), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et le nombre d'allocataires de Pôle emploi restent en augmentation (respectivement +1,5 % et +5,2 %, CVS).



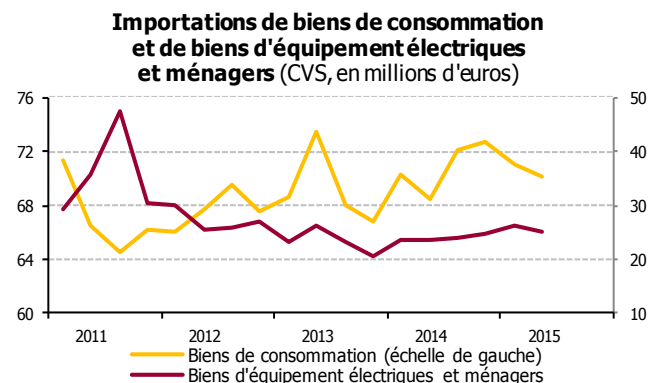
Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

Ralentissement de la consommation des ménages

Après quelques signes de reprise au premier trimestre, la consommation des ménages semble ralentir de nouveau. Les professionnels du secteur du commerce font part d'une dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en lien avec le faible niveau de la demande.

Les importations de biens d'équipement électriques et ménagers, de biens de consommation ainsi que les immatriculations de véhicules de tourisme neufs s'inscrivent en baisse (respectivement - 4,7 %, -1,4 % et -4,2 %, CVS). Parallèlement, le chiffre d'affaires des hypermarchés est en très légère hausse (+0,6 %, CVS).

Cela étant, sur un an, les indicateurs se situent à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés l'année précédente. Les importations de biens d'équipement électriques et ménagers et les immatriculations de véhicules de tourisme sont en progression (respectivement +5,5 % et +11,2 %, CVS), tout comme les importations de biens de consommation (+2,3 %, CVS).



Source : Douanes

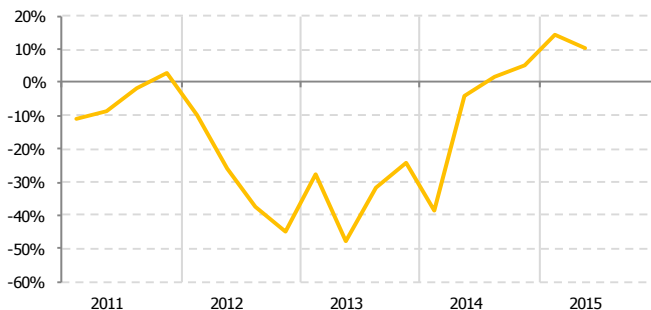
Léger repli des prévisions d'investissement à un an

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise à un an fléchissent mais affichent toujours un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Elles sont tirées à la hausse par celles du tourisme et, dans une moindre mesure, par celles des industries agroalimentaires et du commerce, venant ainsi compenser la forte baisse des prévisions d'investissement dans le secteur du BTP. Les projets d'investissement concernent pour l'essentiel du renouvellement de matériel, ou le maintien de l'outil de production. Toutefois, quelques investissements semblent orientés vers le développement de l'activité, notamment dans les secteurs du commerce et de l'agroalimentaire.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en léger repli sur le trimestre (-1,8 %, CVS) ; en comparaison semestrielle avec 2014, le nombre cumulé de véhicules utilitaires immatriculés est toutefois sensiblement le même (983 véhicules utilitaires immatriculés au 1^{er} semestre 2014 contre 977 au 1^{er} semestre 2015, ce qui représente un écart de -0,6%).

Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se dégradent sur le trimestre : les impayés sur effets sont en hausse en nombre (+2,1 %) et en montant (+32,6 %), malgré le léger repli du nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-1,1 %).

Prévisions d'investissement



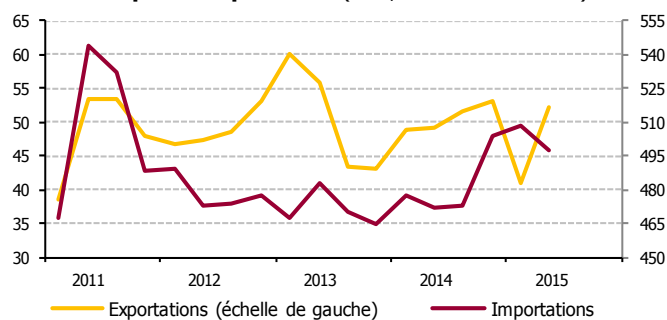
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Baisse des importations de biens, hors produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations sont en baisse (-2,2 %, CVS) sur le trimestre sous l'effet de la contraction des importations de matériels de transports (-1,0 %, CVS) et de celles d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-10,7 %, CVS).

Pour leur part, les exportations hors produits pétroliers sont en croissance sur le trimestre, en lien avec l'évolution des exportations de matériels de transports, et, par la hausse des exportations de produits agricoles (+7,8 %, CVS) et de produits agroalimentaires (+11,7 %, CVS).

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Au cours du deuxième trimestre, les échanges extérieurs de produits pétroliers se replient à l'exportation (-5,3 %, CVS), mais progressent à l'importation (+35,1 %, CVS). Ils suivent la même tendance sur un an : les exportations diminuent (-4,7 %, CVS) et les importations sont en hausse (+16,4 %, CVS).

Globalement, les importations et les exportations sont en hausse tant sur le trimestre (+6,9 %, CVS) qu'en glissement annuel (respectivement +8,0 % et +0,5 %, CVS).

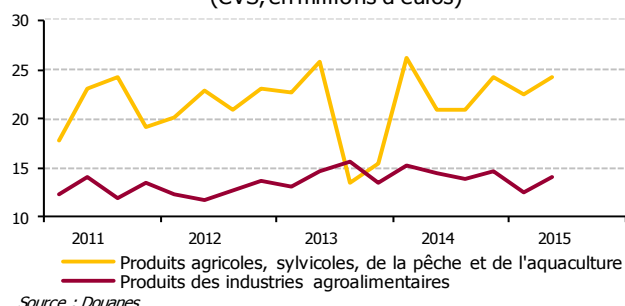
UNE STABILISATION DE L'ACTIVITÉ

L'enquête de conjoncture révèle une amélioration globale de l'activité au deuxième trimestre 2015. La trésorerie tend à s'améliorer alors que les charges d'exploitation se stabilisent. Dans ces conditions, les prix de vente et les effectifs se maintiennent alors que les délais de paiement s'allongent. Cependant, les secteurs évoluent de manière contrastée. Si les industries (hors agroalimentaires), le tourisme et les services aux entreprises semblent bénéficier d'un courant d'affaires favorable, au sein des industries agroalimentaires, du BTP et du commerce, l'activité peine à trouver un niveau d'équilibre.

Dans le secteur **primaire**, le courant d'affaires est légèrement en retrait. Les abattages de viande (hors volailles) stagnent (+0,7 %, CVS) ; pour autant, les exportations de produits agricoles sont en hausse sur le trimestre (+7,8 %, CVS).

Dans le secteur **agroalimentaire**, les exportations sont en hausse (+12,3 %, CVS), en particulier celles dédiées au rhum (+15,0 %, CVS). Toutefois, les professionnels font tout de même part de leur inquiétude quant à l'évolution de l'activité dans les prochains mois.

Exportations de produits agricoles et de produits agro-alimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Pour les entreprises du **BTP**, l'activité ralentit nettement au deuxième trimestre. Les ventes de ciment sont orientées à la baisse (-4,2 %, CVS). Si la conjoncture semble peu favorable dans le secteur des travaux publics, la situation du bâtiment semble en revanche se redresser. Ainsi, les ventes de ciment en vrac (généralement destinées aux grands chantiers), sont en recul (-0,4 %, CVS) alors que les ventes en sacs (destinées à la construction privée) sont en progression (+2,4 %, CVS).

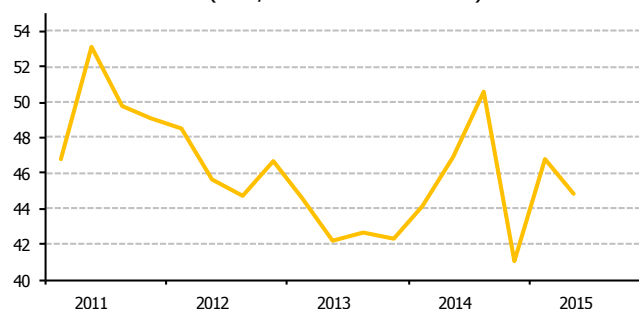
Dans le secteur du **commerce**, l'activité se contracte en lien avec le ralentissement observé de la consommation des ménages. Les commerçants constatent une baisse de fréquentation, potentiellement liée aux perturbations qu'occasionnent les travaux sur le réseau routier. Toutefois, les charges d'exploitation sont maîtrisées et la trésorerie stabilisée.

Les chefs d'entreprise du secteur de l'**industrie** anticipent une amélioration de l'activité. Pour autant, la lecture des indicateurs ne permet pas encore de confirmer cette appréciation. En effet, la plupart des soldes d'opinion sont dégradés (notamment en termes de prévisions d'investissements) et les ventes de fioul - principalement dédiées aux industriels - sont en repli (-30,1 %, CVS).

L'activité du secteur du **tourisme** s'améliore de nouveau. Les résultats du trimestre sont cependant contrastés : la croisière affiche un grand succès (29 942 croisiéristes au deuxième trimestre 2015 contre 13 539 au deuxième trimestre 2014), alors que le trafic de passagers à l'aéroport est stable (+0,6 %, CVS). Dans l'hôtellerie, la situation reste difficile : à fin juin 2015, le taux d'occupation des hôtels est en repli à 58,4 %, (-4,1 points par rapport à fin juin 2014) tout comme le nombre de nuitées (-9,4 %).

Enfin, les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une amélioration de leur activité. Les soldes de gestion (charges, trésorerie et délais de paiement) s'améliorent malgré un carnet de commande qui peine à se remplir.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE A PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions du FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre de 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à +1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de +1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8% après -0,1% en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 15 septembre 2015 – Dépôt légal : septembre 2015 – ISSN 1952-9619